

*Le Consul de Suisse à Barcelone, A. Gonzenbach,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L Confidentielle

Barcelone, 20 avril 1937

La date d'hier confirmait neuf mois de révolution en Espagne et la situation politique actuelle présente un aspect qui ne laisse pas de m'inquiéter.

D'un côté, le gouvernement en partie anarchiste installé au pouvoir en Catalogne, de l'autre, la situation réaffirmée chaque jour des blancs m'autorise à vous soumettre quelques-unes de mes appréhensions et vous demander de me diriger sur les éventualités possibles à venir.

Sur territoire espagnol, le 65 % des intérêts suisses se trouvent assemblés en Catalogne, où, grâce à ma constante vigilance et défense, ces intérêts ont été respectés. Mes inquiétudes se portent sur le jour où notre Haut Conseil Fédéral déciderait de reconnaître le gouvernement de Burgos. Dès cette minute, tous nos intérêts et nos vies seront en danger. J'ai vu de mes yeux comment la haine s'est manifestée envers les Allemands et les Italiens, lorsque ces nations ont reconnu Burgos. Leurs appartements ont été saccagés sans exception; les Consuls allemand et italien ont été violés dans les vingt-quatre heures et sont occupés actuellement par les anarchistes. Nous subirions, sans doute, le même sort et il serait inconséquent de mettre définitivement à la porte de la Catalogne tous nos compatriotes qui ont été aimés et respectés pour leur sérieux, leur droiture et stricte neutralité.

Je me permets de vous demander, devant cette éventualité, de bien vouloir m'informer avec anticipation de votre adhésion à un changement de régime en Espagne, et me conseiller dans la façon d'informer mes compatriotes pour parer à un revers trop brusque et des pertes personnelles considérables¹.

1. *Par lettre confidentielle du 24 avril, H. Frölicher répondit:* In Beantwortung Ihrer Zuschrift vom 20. d. M. betreffend die Frage der Anerkennung der Franco-Regierung beehren wir uns, Ihnen noch einmal zu bestätigen, dass zur Zeit mit der Regierung von Burgos lediglich tatsächliche Beziehungen bestehen, nämlich durch die schweizerischen konsularischen Posten im weissen Spanien durch Herrn Brand als Vertreter der Zentrale für Handelsförderung in Burgos und durch einen offiziösen Vertreter der Franco-Regierung, Herrn Toca, in Bern. Eine Anerkennung auch tatsächlicher Natur ist damit nicht verbunden. Der Bundesrat hat ausdrücklich diese Haltung der zuständigen schweizerischen Behörden genehmigt.

Falls die tatsächliche Lage eine Änderung in der Anerkennungsfrage angezeigt erscheinen lassen sollte, so werden wir – wir können Sie diesbezüglich vollständig beruhigen – den Umstand berücksichtigen, dass grosse schweizerische Interessen in Katalonien bestehen. Vorherhand aber steht eine Änderung der jetzigen Praxis überhaupt nicht zur Diskussion.